

trict de Québec, des compliments que nous avons acceptés avec reconnaissance.

Nous avons donné un élan nouveau à l'institution si libérale des écoles du soir.

Nous avons encouragé et pavé les cours qui se donnent au Monument National de Montréal.

Les cours des arts et métiers n'ont jamais été mieux suivis et appréciés que pendant les dernières années, et ce, — nous pouvons le dire sans vanterie, — grâce à l'encouragement efficace que nous leur avons donné.

Si l'Ecole Polytechnique de Montréal est aujourd'hui une des institutions le mieux outillées que nous ayons en Canada, elle le doit surtout à la générosité du gouvernement.

A la dernière session, nous avons créé trois corporations qui devront fonder trois écoles très importantes : une école de hautes études commerciales à Montréal, et deux écoles techniques : l'une à Québec et l'autre à Montréal. Et nous n'avons pas seulement accordé des franchises à ces corporations, nous leur avons donné, avec le principe de vie, le moyen de vivre. Ces corporations sont actuellement à s'organiser, et nous pouvons assurer la population de cette province, qui apprécie l'importance de l'enseignement technique et qui le réclame depuis longtemps, que, d'ici à un an, nous aurons une école technique dans chacune de nos deux principales cités, dans la capitale et dans la métropole. Ces institutions nous coûteront cher ; mais nous devons à notre jeunesse, et sans plus tarder, sans marchander, cet enseignement second qui fera sa fortune et la prospérité de notre province.

Le mois dernier, nous avons aussi, sur un premier appel, accordé une subvention de \$5,000.00 au Montreal Technical Institute afin de lui permettre d'ouvrir, dès le mois de septembre prochain, des cours d'enseignement technique et manuel dans la cité de Montréal.

Nous avons promis de travailler à

améliorer le sort de nos instituteurs et de nos institutrices. Or, dès la première année de notre administration, nous avons accordé des primes à tous les instituteurs et institutrices qui enseignent depuis plus de quinze ans ; de plus, pour stimuler le zèle des municipalités scolaires, pour les induire à payer de meilleurs traitements à leurs professeurs et à améliorer l'état de leurs maisons d'école, nous avons affecté une somme de \$10,000 au paiement, dans chaque district d'inspection, de cinq prix variant de \$60 à \$30.

Nous avons aussi augmenté le salaire de nos inspecteurs d'école, et pas un de ces fonctionnaires ne reçoit actuellement moins de mille dollars par an.

Nous avons, pendant l'année 1906-07, dépensé pour l'instruction publique \$123,356 de plus que nos devanciers en 1896-97, mais nous entendons ne pas nous en tenir là.

En prenant les rênes de l'administration, j'ai déclaré que nous doublerions la subvention spéciale de \$50,000 que le gouvernement Flynn avait fait voter pour les écoles élémentaires ; et nous l'avons fait dès la première session. J'ai déclaré, alors, que cette subvention spéciale, qui est maintenant de \$100,000, serait encore doublée avant longtemps. Je suis heureux de pouvoir vous annoncer qu'à la prochaine session, non seulement le budget de l'Instruction publique sera augmenté de \$100,000.00, mais que nous ferons même davantage.

J'aurais encore bien des choses à vous dire sur cet attrayant sujet, mais l'heure avance. Avant de céder la place à l'un des nombreux amis que je vois avec plaisir près de moi, permettez-moi de vous indiquer sommairement ce que nous avons encore réalisé de notre programme.

La "Patrie" écrivait que l'établissement d'un impôt sur les opérations de bourse ne se ferait pas sans difficulté ; eh bien, nous y avons réussi.

Nous avons commencé à contribuer à l'amélioration des routes rurales.

Nous sommes à négocier la création d'un collège d'agriculture à Oka.